



Novembre 2004

---

---

Secrétariat du Conseil du trésor

---

---

Plan gouvernemental de gestion  
des ressources informationnelles

2004-2005

---

---

Sous-secrétariat à l'infrastructure gouvernementale et  
aux ressources informationnelles

## Table des matières

<b>CONTEXTE</b>	<b>1</b>
<b>ACTIONS GOUVERNEMENTALES</b>	<b>2</b>
Les projets d'encadrement	2
Les projets en soutien	2
Les projets orientés clients	3
<b>PROJETS DÉCOULANT D'UNE MISSION HORIZONTALE</b>	<b>3</b>
<b>PORTRAIT GLOBAL DES PROJETS PLANIFIÉS EN 2004-2005</b>	<b>4</b>
L'évolution des dépenses en ressources informationnelles	4
L'évolution du coût des projets	4
<b>La répartition des projets selon la nature des investissements</b>	<b>5</b>
Services directs aux citoyens et aux entreprises, accessibles sur Internet	5
Services directs aux citoyens et aux entreprises, offerts en modes traditionnels	7
Autres systèmes de support à la mission	7
Les systèmes de support à la gestion interne	8
Les investissements en infrastructures	8
Les investissements en sécurité et en protection des renseignements personnels	9
Les projets d'encadrement	9
<b>MÉCANISME DE SUIVI DES PROJETS LES PLUS SIGNIFICATIFS</b>	<b>9</b>
<b>CONSTATS CONCERNANT LE PROCESSUS DE PLANIFICATION ET DE SUIVI DES RI</b>	<b>11</b>
Délais dans le dépôt des PGRI et du Plan gouvernemental de gestion des RI	11
Conformité aux instructions transmises	11
Qualité de l'information transmise	11
Absence d'un système d'information adéquat	11
<b>CONCLUSION</b>	<b>12</b>
<b>ANNEXES</b>	
Mandats horizontaux confiés aux ministères et organismes	
Lexique	
Ministères et organismes visés par le cadre de gestion des ressources informationnelles	
Liste des projets de 5 M\$ et plus	

## **Contexte**

Le cadre de gestion des ressources informationnelles, découlant de la Loi sur l'administration publique adoptée en mai 2000 (L.R.Q., c. A-6.01), est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2002 (CT 197638). Il définit, entre autres, le processus de planification et de suivi des ressources informationnelles, auquel tous les ministères et organismes (M/O) assujettis doivent contribuer. Ainsi, les M/O doivent produire un plan de gestion des ressources informationnelles qui s'arrime aux orientations stratégiques de leur organisation, aux objectifs gouvernementaux de modernisation, aux orientations gouvernementales et à l'architecture d'entreprise gouvernementale. Tous les projets doivent appuyer les objectifs gouvernementaux énoncés dans la Loi sur l'administration publique (L.Q. 2000, c.8), à savoir :

- Utiliser de façon optimale les possibilités des technologies de l'information et des communications comme moyen de gestion des ressources humaines, budgétaires et matérielles.
- Contribuer à l'atteinte des objectifs d'accessibilité et de simplification des services aux citoyens.
- Favoriser la concertation entre les ministères et organismes et le partage de leur expertise et de leurs ressources.

Le Sous-secrétariat à l'infrastructure gouvernementale et aux ressources informationnelles (SSIGRI) dresse annuellement un portrait global des projets en ressources informationnelles planifiés au sein de l'Administration – le Plan gouvernemental de gestion des ressources informationnelles - qui est déposé au Conseil du trésor et diffusé aux M/O ainsi qu'au Comité stratégique des ressources informationnelles. Il sert, entre autres, à souligner les initiatives exemplaires et à déterminer le potentiel de partage des ressources au sein de l'Administration.

Par ailleurs, afin de mieux cerner les actions contribuant à la mise en place du gouvernement en ligne, l'exercice de planification 2004-2005 a été accompagné d'une collecte d'information traitant spécifiquement des services qui seront mis en ligne entre le 1<sup>er</sup> avril 2004 et le 31 mars 2005. À cet effet, tous les M/O planifiant de nouveaux services directs à la population, accessibles par Internet, ont été invités à identifier et à décrire les services qui seront mis en ligne au cours de la prochaine année.

## **ACTIONS GOUVERNEMENTALES**

Afin d'atteindre les objectifs proposés par le présent gouvernement, le Bureau pour le développement du gouvernement électronique (BDGE) a mené une réflexion afin de se doter d'une vision en matière de gouvernement électronique et de mettre en place une structure de gouverne adéquate. Les documents d'appui à la vision et la mise en place d'une nouvelle structure de gouverne sont actuellement à l'étude au Secrétariat du Conseil du trésor.

Le premier jalon qui constitue la mise en place de cette nouvelle structure est la mise sur pied de « Services Québec. » Ce nouvel organisme aura comme objectif d'offrir des services gouvernementaux de qualité, plus accessibles et faciles d'utilisation pour les citoyens et les entreprises. La création de la fonction de Dirigeant principal de l'information (DPI) est également prévue à la loi créant « Services Québec. »

De plus, certains projets à portée gouvernementale ont été initiés ou poursuivis par le Secrétariat du Conseil du trésor et ses principaux partenaires. Tout en appuyant plus spécifiquement les initiatives visant le déploiement du gouvernement en ligne, ces projets tiennent également compte de l'évolution des systèmes de mission et de gestion interne des M/O. Ceux-ci sont présentés en trois catégories, soit :

### **Les projets d'encadrement**

- ◆ *Vision* : Document actuellement à l'étude;
- ◆ *Portail du gouvernement en ligne* : Rendre disponible à la communauté gouvernementale un site intranet contenant un ensemble d'informations et de services pertinents touchant le Gouvernement en ligne ;

### **Les projets en soutien**

- ◆ *Services à valeur ajoutée au RETEM – services de l'inforoute* : Rendre diffusable le site Internet-Intranet du gouvernement en ligne en y ajoutant des outils de gestion et de collaboration.
- ◆ *Service de radiotransmission de données gouvernementales (RTDG)* : Remplacer le réseau gouvernemental de première génération par une technologie plus évoluée
- ◆ *Réseau national intégré de radiocommunication (RENIR)* : Déployer à l'échelle du Québec un réseau moderne de radiocommunication pour desservir les M/O, la Sécurité civile et autres clientèles en cas d'urgence ou de sinistre.
- ◆ *Mise en place de l'infrastructure pour la PES* : Mettre en place une infrastructure partagée et hautement sécuritaire pour les projets gouvernementaux de la PES incluant le portail gouvernemental;
- ◆ *Développement et évolution de l'infrastructure technologique sur la plate-forme centrale* : Implanter un environnement pour traiter les applications gouvernementales de la PES ;
- ◆ *Conception et développement des Services applicatifs communs (SAC)* : Mettre en œuvre des SAC en ajoutant de nouvelles fonctions ;
- ◆ *SAGIR – Solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources* : Implanter un système efficient et moderne de gestion des ressources humaines, financières et matérielles ;

**Les projets orientés clients**

- ◆ *Portail gouvernemental de services renouvelé* : Renouveler le *portail* gouvernemental actuel vers un portail intégré de services ;
- ◆ *Bonjourquébec.Com* : Développement et exploitation du Centre d'affaires électronique de Bonjour Québec;

**PROJETS DÉCOULANT D'UNE MISSION HORIZONTALE**

Certains M/O se sont vu confier une mission horizontale, leur conférant un rôle particulier dans la gestion des RI à l'échelle gouvernementale. La portée de plusieurs mandats s'est modifiée avec le temps et la présente section décrit, de façon succincte, le rôle joué par les M/O dans le développement actuel de certains projets. Une description plus complète du rôle horizontal joué par ces M/O est présenté en annexe I. Le tableau suivant fait donc état des principaux projets à portée gouvernementale qui ont été planifié en 2004-2005 :

Identification du projet	M/O impliqués	Statut actuel
<i>Service québécois de changement d'adresse - SQCA</i>	Le MCRI est porteur du dossier. Le SCT, le MRQ, la RAMQ, la SAAQ, la RRQ, le MESS et le DGÉ sont également impliqués.	En opération depuis juin 2004.
<i>Service québécois d'authentification gouvernementale - SQAG</i>	Le SCT est actuellement porteur du dossier. Le MRQ agit à titre de pilote.	Actuellement à l'étude.
<i>Plan géomatique du gouvernement du Québec - PGGQ</i>	Le MRNFP est porteur de ce dossier.	Un mémoire est en préparation pour repositionner le dossier.
<i>Portail gouvernemental de services aux entreprises</i>	Le MDERR est porteur de ce dossier.	En opération depuis juin 2004.
<i>Guichet unique des transporteurs - GUT</i>	La Commission des transports du Québec est porteur de ce dossier.	En opération depuis juillet 2004.
<i>Programme de promotion de saines habitudes de vie – « vasy »</i>	Développé par le MAMSL, ce site implique également le MSSS, le MAPAQ et le MEQ.	En opération depuis le 14 novembre 2004.

**PORTRAIT GLOBAL DES PROJETS PLANIFIÉS EN 2004-2005****L'évolution des dépenses en ressources informationnelles**

Depuis, 2002-2003, le coût des activités en RI dépasse 940 millions de dollars. Ce montant comprend les sommes consacrées à l'administration, à la continuité et au développement des nouvelles applications. Les données disponibles pour 2003-2004, nous indiquent que la situation est demeurée comparable l'an dernier.

Les prévisions pour 2004-2005, font état d'une augmentation de plus de 140 M\$ des projets en développement. Toutefois, à la lecture des PGRI, on constate qu'un certain nombre de M/O prévoient des réserves pour imprévus. De plus, pour plusieurs autres, le processus d'autorisation des projets, à l'interne, n'est pas terminé. Ainsi, malgré une prévision se rapprochant du milliard de dollars, tout porte à croire que les montants investis en 2004-2005 seront comparables à ceux des années antérieures. Le montant de 499,6 M\$, budgété pour le développement, correspond à plus de 694 projets planifiés en 2004-2005. Le coût des projets présentés par les M/O est de 486 M\$, soit 97% du budget prévu en développement. Toutefois certains projets n'ont pas été évalués.

Type d'activité	Prévisions 2004-2005
Administration et continuité	487 621 \$
Développement	499 609 \$
Total :	987 230 \$

**L'évolution du coût des projets**

Le tableau suivant fait état des projets présentés par les M/O, pour 2004-2005. Ainsi, 694 projets figurent dans les PGRI déposés par les M/O pour un coût global de 1,4 G\$. La liste des projets présentés par les M/O fait état d'un budget de près de 486 M\$, en 2004-2005. Comparativement à l'exercice précédent, la valeur totale du portefeuille de projets, pour l'ensemble des M/O, demeure presque identique. En 2003-2004, le budget en développement était de 478 M\$, pour 755 projets.

Distribution des projets selon le coût total du projet			
Intervalles	Nombre	Coût total (k\$)	Budget 2004-2005 (k\$)
20,0 M\$ et plus	16	715 664 \$	167 186 \$
10,0 - 19,9 M\$	12	144 108 \$	55 943 \$
5,0 - 9,9 M\$	29	199 277 \$	50 223 \$
2,0 - 4,9 M\$	59	186 499 \$	58 911 \$
1,0 - 1,9 M\$	65	89 023 \$	40 505 \$
500 - 999 k\$	75	51 828 \$	26 839 \$
200 - 499 k\$	125	38 885 \$	26 053 \$
100 - 199 k\$	72	9 528 \$	6 939 \$
Moins de 100 k\$	136	5 464 \$	5 112 \$
Aucun montant	105	- \$	48 307 \$
<b>Total</b>	<b>694</b>	<b>1 440 276 \$</b>	<b>486 019 \$</b>
Budget non ventilé par projet			13 590 \$
<b>Budget prévu en développement</b>			<b>499 609 \$</b>

En 2004-2005, le coût moyen des projets se situe à 2,1 M\$, comparativement à 2,2 M\$, l'année précédente, et à 0,9 M\$, en 2002-2003. Ce coût moyen est attribuable à certains grands projets, notamment, SAGIR (Solution d'affaires en gestion intégrée des ressources), SIIJ (Système intégré d'information de justice), RENIR (Réseau de radiotransmission de données gouvernementales), ainsi qu'à la fusion probable de plusieurs petits projets.

Une liste de tous les projets de plus de 5 M\$ est présentée en annexe. On y dénombre 57 projets pour une valeur globale de 1,0 G\$, soit près des deux tiers de tous les investissements gouvernementaux en RI.

### La répartition des projets selon la nature des investissements

Depuis 2002-2003, les M/O doivent présenter la liste de leurs projets selon différentes catégories<sup>1</sup>. Cette année, une catégorie spécifique a été ajoutée afin de traiter les investissements réalisés afin d'encadrer la gestion des RI. Le tableau suivant fait état des projets planifiés selon chacune des catégories indiquées.

	Nombre	Coût total		Budget 2004-2005	
		(k\$)	(%)	(k\$)	(%)
Services directs aux citoyens et aux entreprises					
En ligne	176	394 717 \$	27 %	99 806 \$	20 %
En mode traditionnel	38	99 162 \$	7 %	35 849 \$	7 %
Support à la mission	214	333 591 \$	23 %	137 421 \$	27 %
Support à la gestion interne	79	220 309 \$	15 %	66 190 \$	13 %
Infrastructures	136	345 123 \$	24 %	121 274 \$	24 %
Sécurité et PRP	33	29 297 \$	2 %	17 492 \$	4 %
Encadrement	18	18 077 \$	1 %	7 987 \$	2 %
<b>Total</b>	<b>694</b>	<b>1 440 276 \$</b>	<b>100 %</b>	<b>486 019 \$</b>	<b>97 %</b>
Budget non ventilé par projet				13 590 \$	3 %
<b>Budget prévu en développement</b>				<b>499 609 \$</b>	<b>100 %</b>

Avec des taux respectifs de 27 %, de 24 % et de 23 %, les services en ligne, les infrastructures ainsi que les systèmes de support à la mission accapareront la plus grande part des investissements, au terme de leur réalisation. Toutefois, au regard du budget de 2004-2005, ce sont les systèmes de support à la mission qui nécessiteront le plus d'investissement, soit 27 % de tout le développement.

### Services directs aux citoyens et aux entreprises, accessibles sur Internet

Les services en lignes représentent la partie la plus sensible de tous les projets gouvernementaux en ressources informationnelles. Un des principaux enjeux du discours inaugural du présent gouvernement portait effectivement sur la mise en place du « gouvernement en ligne ».

Globalement, le budget prévu en 2004-2005 pour les projets de services en ligne est de 99,8 M\$. Toutefois, une partie importante des sommes investies concerne des services à être livrés au cours des prochaines années. De plus, les données présentées dans cette section ne tiennent pas compte de tous les coûts engendrés par la mise en place des infrastructures, de la sécurité et de l'encadrement.

<sup>1</sup> Voir la définition des catégories de projets en annexe.

Exception faite des investissements réalisés par le Conseil du trésor, huit M/O ont prévu, chacun, un budget dépassant 5 M\$, en 2004-2005<sup>2</sup>. Ceux-ci sont présentés en ordre d'importance des coûts :

- Le ministère de l'Éducation : 15,8 M\$, pour réaliser 2 projets, soit :
  - La mise en place d'un portail intégré de services informationnels et transactionnels en fonction d'une approche davantage orientée vers les citoyens et les services qu'ils requièrent du ministère de l'Éducation
  - La refonte du système d'aide financière aux études
- Le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs : 14,5 M\$, pour 15 projets, dont notamment, :
  - La création d'un portail d'accès à l'information géographique gouvernementale
  - La diffusion des plans d'aménagement et thématiques forestières pour la région du Bas-St-Laurent
  - La création d'un répertoire sur les volumes de bois attribués par les contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier
- Le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche : 11,3 M\$ pour 7 projets, dont :
  - Le Portail gouvernemental de services aux entreprises
  - La refonte du site ministériel, suite à la fusion des ministères de l'Industrie et du Commerce (MIC), de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MRST), des Régions (MREG) et de Tourisme Québec (TQ)
  - Un service en ligne pour l'inscription et la consultation des événements
- La Régie de l'assurance maladie du Québec : 8,6 M\$, pour 16 projets, dont principalement :
  - La refonte du système d'aides techniques
  - La refonte du système d'assurance hospitalisation interprovinciale
  - La prise en charge de la clientèle vulnérable et de l'examen périodique des enfants de 0 à 5 ans
  - L'intégration des services en ligne pour les groupes de médecine familiale
- Le ministère du Revenu : 7,6 M\$, pour 6 projets, dont :
  - La mise en place de services électroniques sur Internet
  - La transmission, pour une clientèle cible, des déclarations d'impôt, via Internet
- La Régie du bâtiment du Québec : 6,5 M\$, pour :
  - La modernisation des processus et des systèmes
- La Régie des rentes du Québec : 5,5 M\$, pour :
  - Le renouvellement de la prestation de services
- La Société de l'assurance automobile du Québec : 5,1 M\$, pour :
  - La mise en place de services en ligne

---

<sup>2</sup> Contrairement au Plan d'action du gouvernement en ligne, les initiatives présentées ci-après tiennent compte de tous les investissements, même si les services seront livrés après le 31 mars 2005.

### Services directs aux citoyens et aux entreprises, offerts en modes traditionnels

Les services offerts en modes traditionnels font référence à la poste, au téléphone ainsi qu'au service au comptoir. La réponse vocale interactive (RVI) ainsi que la « téléphonie IP<sup>3</sup> », font toutefois exception, étant davantage des projets appartenant au « gouvernement en ligne ».

Globalement, le budget prévu en 2004-2005, pour les projets de services en modes traditionnels est de 35,8 M\$. Ceux-ci représentent 7% de tous les investissements en RI.

Seulement deux M/O investiront 5 M\$ et plus, pour des services offerts en modes traditionnels :

- La Société de l'assurance automobile du Québec : 55,8 M\$, pour 8 projets, dont principalement :
  - La réfection technologique du réseau des points de services
  - Un projet visant la récupération des amendes – Suspension du permis et de l'immatriculation en fonction du non-paiement des amendes
- La Commission des normes du travail : 5,0 M\$, pour :
  - Le repositionnement des systèmes de mission
  - L'adaptation au système corporatif actuel
  - Le traitement des plaintes reliées au harcèlement psychologique

### Autres systèmes de support à la mission

Outre les services directs aux citoyens et aux entreprises, les autres systèmes de support à la mission visent à appuyer le travail des employés de l'État dans la gestion des différents programmes gouvernementaux, notamment en environnement, agriculture, santé, éducation et sécurité publique. Ces systèmes ne sont accessibles qu'à l'interne et n'offrent pas de services directs à la population.

Avec un budget de 137 M\$, soit 27 % des sommes investies en 2004-2005, il s'agit de la principale cible d'investissement en RI. Six M/O pourraient investir plus de 5 M\$ chacun, dans cette catégorie de projets :

- Le ministère du Revenu : 61,9 M\$, pour 14 projets, incluant une réserve de 10,5 M\$ pour projets incontournables et de 10,8 M\$ en vue d'accroître la valeur des systèmes informatiques. Hormis ces deux réserves, les principaux projets du MRQ concernent :
  - La refonte des systèmes de l'impôt des particuliers
  - La refonte des systèmes de l'impôt des sociétés
  - La refonte des systèmes de l'ADRC (volet comptabilité normalisée et volet numérisation d'entreprises)
  - La lutte contre l'évasion fiscale (centrale de données)
  - La refonte de la TPS
- Le ministère des Transports : 15,3 M\$ pour 14 projets, dont principalement :
  - Sept solutions administratives et informatiques (SAI)
  - La gestion électronique des documents – GED
  - Une banque d'informations corporatives – BIC

---

<sup>3</sup> Téléphonie IP (Internet Protocol) : Ensemble des techniques qui, dans une entreprise ou un organisme, permettent de mettre en place des services téléphoniques sur un réseau utilisant le protocole IP. OQLF

- Le ministère de l'Éducation : 14,0 M\$, pour 9 projets, dont principalement :
  - Charlemagne – système en soutien à la réforme scolaire
  - Ariane, EDM et Socrate
- Le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille : 9,3 M\$ pour 31 projets divers.
- Le ministère de la Justice (incluant RDPRM et SIIJ) : 9,4 M\$ pour 13 projets.
- La Sûreté du Québec : 7,4 M\$ pour 13 projets.

#### Les systèmes de support à la gestion interne

Les systèmes de support à la gestion interne sont principalement destinés à la gestion des ressources internes des M/O et plus précisément : les ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles. On y retrouve SAGIR (Solutions d'affaire en gestion intégrée des ressources) ainsi que diverses applications de gestion de projets ainsi que des tableaux de bord.

Dans leur ensemble, les investissements prévus en 2004-2005, pour le développement des systèmes de support à la gestion interne se situent à 66,2 M\$. Trois M/O investiront plus de 5 M\$ dans cette catégorie, soit :

- Le Secrétariat du Conseil du trésor : 31,2 M\$ pour le déploiement de SAGIR au plan gouvernemental (bloc A).
- Le ministère des Transports : 10,3 M\$ pour l'implantation ministérielle de SAGIR et de d'autres outils de support à la gestion.
- Le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille : 8,0 M\$, également pour l'implantation ministérielle de SAGIR, pour la gestion électronique des documents (GED) et de d'autres outils de support à la gestion.

#### Les investissements en infrastructures

Avec un montant estimé à plus de 345 M\$ à long terme et un budget de 121 M\$, en 2004-2005, les infrastructures accaparent une part importante des investissements en RI. Toutefois, parce que les infrastructures servent d'appui à toutes les autres catégories de projets, ce type d'investissement doit être analysé en considérant l'impact sur les autres catégories.

Plus spécifiquement, cinq M/O investiront plus de 5 M\$ chacun, en infrastructure :

- Le Secrétariat du Conseil du trésor : 46,3 M\$, dont 40,8 M\$ pour le RENIR (Réseau national intégré de radiocommunication) et 3,6 M\$ en mise en place des infrastructures pour la prestation électronique de service (PES). À terme, ces deux projets devraient impliquer des investissements respectifs de 151,4 M\$ et de 10,7 M\$.
- Le ministère de la Justice, incluant RDPRM et SIIJ : 15,0 M\$, dont 6,8 M\$ pour l'acquisition d'un système d'enregistrement numérique, 1,5 M\$ pour le rajeunissement du parc technologique et de 2,8 M\$ pour la microtisation de RDPRM.
- Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale : 10,5 M\$, dont 5,4 M\$ pour la mise à niveau des logiciels et le remplacement des serveurs locaux et 3,2 M\$ pour le renouvellement des licences des logiciels Microsoft.
- Le ministère du Revenu : 9,8 M\$, dont 4,2 M\$ pour des acquisitions hors projets et 3,3 M\$ pour des acquisitions de composantes et des logiciels d'infrastructure commune.

- Le ministère des Transports : 6,4 M\$, dont 2,9 M\$ dans des infrastructures liées à la sécurité et 1,1 M\$ en migration technologique.

#### Les investissements en sécurité et en protection des renseignements personnels

Pour bien des M/O, les investissements en sécurité et en protection des renseignements personnels (PRP) se font à l'intérieur des autres projets de développement. Il est donc impossible de calculer directement le montant que les M/O investissent à cet effet. Toutefois, pour les projets portant spécifiquement sur ce secteur d'activité, les coûts prévus au budget 2004-2005 sont de 17 M\$. Seul le ministère du Revenu consacrera plus de 5 M\$ pour son plan triennal de la sécurité informatique.

#### Les projets d'encadrement

Avec un budget de 7,9 M\$ en 2004-2005 et un investissement global de 18 M\$ à plus long terme, les projets d'encadrement représentent la plus petite catégorie de projets présentés par les M/O. Toutefois, cet investissement exclue les sommes consacrées à ce chapitre par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Seulement deux M/O investiront plus de 1 M\$ cette année en encadrement, soit le ministère de la Justice avec 3,7 M\$ et le ministère des Transports avec 2,6 M\$.

### **MÉCANISME DE SUIVI DES PROJETS LES PLUS SIGNIFICATIFS**

Le tableau suivant présente la distribution des projets, en ordre décroissant de leur coût total. Seize projets sont évalués à plus de 20 M\$ chacun. Ainsi, 2% des projets représentent à eux seuls, près de 50 % des coûts de développement. En exerçant un suivi adéquat de 57 projets, soit 8% de ceux-ci, il est donc possible d'exercer un regard sur plus de 74% de la valeur monétaire du portefeuille de projet.

Toutefois, la valeur monétaire ne représentant qu'un aspect permettant la sélection des projets exigeant un suivi particulier. D'autres facteurs de risque doivent également être pris en compte afin d'exercer un contrôle adéquat du portefeuille gouvernemental de projets.

Coût du projet	Nombre de projets	Selon le nombre (%)	Coût total (k\$)	Selon le coût total (%)
+ de 20 M\$	16	2%	715 664	50%
+ de 10 M\$	28	4%	859 772	60%
+ de 5 M\$	57	8%	1 059 049	74%
+ de 1 M\$	181	26%	1 334 571	93%
+ de 500 k\$	256	37%	1 386 399	96%

Une liste complète de tous les projets de plus de 5 M\$ est présentée en annexe. Ceux-ci sont évalués à 1,2 G\$ et représentent 75 % de tous les investissements en RI. Parmi ceux-ci, 16 projets dépassent 20 M\$. Ceux-ci sont globalement évalués à plus de 715 M\$ :

• Développement et exploitation du centre d'affaires électronique « Bonjour Québec »	MDERR	43,0 M\$
• Contact – Services transactionnels concernant les demandes d'aide financières pour les études	MEQ	43,6 M\$
• Charlemagne – Système de soutien à la « Réforme de l'éducation »	MEQ	33,0 M\$
• Mise à niveau des logiciels, remplacement des serveurs et autres acquisitions en matériel et en logiciel	MESSF	23,0 M\$
• Déploiement des échanges électroniques – Services par Internet	MRQ	24,3 M\$
• Déploiement des échanges électroniques (phase 2) – Services par Internet	MRQ	20,1 M\$
• Refonte des systèmes de l'impôt des particuliers	MRQ	47,7 M\$
• Refonte des systèmes de l'impôt des sociétés	MRQ	24,5 M\$
• Prestation électronique de services par Internet	MTQ	25,4 M\$
• Implantation et déploiement de la solution RPSA (SAGIR – intégration au MTQ)	MTQ	67,0 M\$
• Modernisation des processus et des systèmes	RBQ	22,6 M\$
• Renouvellement de la prestation de services	RRQ	35,0 M\$
• Infrastructure – assurer la pérennité des systèmes de la Régie	RRQ	30,0 M\$
• Réfection technologique du réseau de points de services	SAAQ	50,0 M\$
• Solution d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR)	SCT	75,0 M\$
• Réseau national intégré de radiocommunication (RENIR)	SCT	151,4 M\$
		<b>715,6 M\$</b>

## **CONSTATS CONCERNANT LE PROCESSUS DE PLANIFICATION ET DE SUIVI DES RI**

### Délais dans le dépôt des PGRI et du Plan gouvernemental de gestion des RI

Selon les instructions transmises annuellement, les M/O doivent déposer leur PGRI, au Conseil du trésor, pour le 1<sup>er</sup> avril de chaque année. Suite à l'analyse des PGRI, le Sous-secrétariat à l'infrastructure gouvernementale et aux ressources informationnelles (SSIGRI) dresse un Portrait global des projets en RI planifiés au sein de l'Administration et produit un Plan gouvernemental de gestion des RI, pour dépôt au Conseil du trésor.

Aucun PGRI n'avait été reçu au 1<sup>er</sup> avril 2004 et les délais de transmission au SSIGRI varient de quelques jours à plus de 3 mois.

Lors de la rédaction du présent document, 46 M/O avaient transmis au SSIGRI leur PGRI en version électronique et seulement 30 d'entre eux avaient déposé au Conseil du trésor une copie approuvée par les autorités ministérielles.

Même dans le meilleur des cas, le Plan gouvernemental ne pourrait être déposé et diffusé avant le 3<sup>e</sup> trimestre de l'année en cours.

### Conformité aux instructions transmises

En règle générale, le contenu des PGRI respecte assez bien les instructions transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor. Le canevas proposé est utilisé par la plupart des M/O et s'adapte bien au contexte de travail de ceux-ci.

Toutefois, certains M/O font exception, soit en refusant la structure du document proposé, soit en ne se conformant pas aux instructions émises. Le dépôt des PGRI est perçu comme mécanisme de contrôle et d'approbation des projets planifiés par les M/O. De plus, lorsqu'un M/O ne prévoit aucun projet significatif en RI, il peut donc décider de ne pas transmettre de PGRI.

Dans certains cas, les projets ne sont pas suffisamment attachés au plan budgétaire et les M/O ont tendance à inclure des réserves significatives pour les imprévus, ce qui va à l'encontre des instructions transmises. En effet, il est demandé aux M/O de faire état des projets planifiés et ce, dans une proportion de 80% et plus, de leur budget prévu en développement.

### Qualité de l'information transmise

Même si les formulaires proposés demeurent simples et que les instructions viennent préciser le sens de chaque question, les informations recueillies demeurent parfois imprécises et difficilement traitables. Dans certains cas, il devient particulièrement difficile de suivre l'évolution des projets et d'identifier clairement les services qui seront livrés. Le niveau de détail ainsi que la qualité de l'information reçue ne permettent pas une analyse exhaustive de toutes les données transmises.

### Absence d'un système d'information adéquat

Au cours des trois dernières années, aucun système informatique n'a été déployé, permettant aux M/O de saisir directement les informations nécessaires à la production des PGRI. Tout au plus, certains formulaires standards ont été proposés en format Excel, pour la présentation des projets et la description des services qui seront mis en ligne au cours de la prochaine année. La mise en place d'un système de gestion permettant de suivre adéquatement l'évolution des projets devient donc prioritaire.

## **CONCLUSION**

L'exercice de planification, mené en 2004-2005, permet pour une première fois de couvrir l'ensemble des projets planifiés au sein de l'Administration publique. Même si l'information reçue de la part des M/O demeure parfois imprécise, il a toutefois été possible de dresser un portrait global des projets planifiés au sein de l'Administration.

Cette année, 176 projets visent directement la livraison de services accessibles sur Internet et un budget de près de 100 M\$ y sera consacré. Ces initiatives contribueront grandement à la mise en place du « Gouvernement en ligne » et favoriseront l'atteinte de cet objectif gouvernemental.

Par contre, les investissements requis pour la mise à jour des systèmes de support à la mission représentent toujours la plus grosse part des coûts en RI. En effet, plus de 137 M\$ seront affectés à cette catégorie de projets.

Finalement, un budget prévu de 121 M\$ sera nécessaire pour la mise à niveau des infrastructures. Toutefois, ces investissements demeurent essentiels pour la prestation de services directs aux citoyens et aux entreprises.

Concernant les mécanismes de contrôle des projets, un suivi adéquat des projets les plus significatifs doit être exercé. Toutefois, certains changements doivent également être apportés au processus de gestion des RI, afin d'une part, de rendre opérationnels de tels contrôles et d'autre part, de corriger certaines faiblesses notées précédemment.

### Ministère de la Culture et des Communications

Par les Archives nationales du Québec, le ministère de la Culture et des Communications a notamment pour mandat d'encadrer et de conseiller les organismes publics en matière de gestion documentaire, quel que soit le support utilisé. En outre, la *Directive sur la sécurité de l'information numérique et des échanges électroniques* dans l'Administration gouvernementale confiée aux Archives nationales une fonction conseil auprès des ministères et organismes afin que les règles pertinentes de sécurité soient intégrées à la gestion documentaire.

### Ministère de la Justice

Le Conseil du trésor décidait, en juin 1999, de doter le gouvernement du Québec d'une infrastructure à clés publiques gouvernementale (ICPG). Conformément au mandat reçu du Conseil du trésor dans sa décision du 27 février 2001 (CT 195936), le service de certification du ministère de la Justice, opéré par la Direction des registres et de la certification (DRC), voit à la gestion des clés et des certificats délivrés dans le cadre de l'ICPG.

En 2004-2005, la DRC assurera l'entretien des applications, l'exploitation des infrastructures, l'acquisition et le suivi des licences, la production de statistiques de gestion, l'évolution technologique de la solution et les activités d'accompagnement concernant les volets juridique, organisationnel et technologique lorsque de nouveaux ministères ou organismes adhèrent au service de certification.

Actuellement, les principaux titulaires de clés et de certificats sont les utilisateurs :

- du Registre des droits personnels et réels mobiliers (citoyen, entreprise, communauté juridique (avocats et notaires), compagnies de crédit, institutions financières, etc.);
- du Registre des lobbyistes (citoyen, lobbyiste conseil, lobbyiste d'organisation et lobbyiste d'entreprise);
- des services en ligne de la Société de l'assurance automobile du Québec.

### Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir

Dans le cadre de sa mission horizontale en tant que responsable du réseau municipal au Québec, le MAMSL a établi les bases d'un des volets de l'infrastructure gouvernementale, soit l'infrastructure municipale.

Les municipalités, ainsi qu'un grand nombre d'intervenants publics et privés qui font affaire avec elles, se sont d'ailleurs engagées dans la même démarche qui s'inscrit dans une dynamique de modernisation et d'efficacité accrue des outils pour la gestion publique.

### Ministère des Finances

Le ministère des Finances, par l'entremise de la Direction de la gestion de l'encaisse, est responsable de la mise en œuvre, du conseil et de l'accompagnement des ministères et organismes lorsqu'ils désirent avoir accès au serveur gouvernemental de paiement (P@iement en LIGNE<sup>MC</sup>) et d'encaissement. Ce serveur permet de vendre dans Internet, ou par d'autres moyens de prestations électroniques des services (centre d'appels, terminaux, etc.), les biens et services gouvernementaux. Le ministère des Finances est responsable du choix, ainsi que des modalités

d'implantation et d'utilisation des différents services afin d'assurer une solution optimale et sécuritaire adaptée à chaque ministère et organisme tout en permettant des économies d'échelle.

Étant responsable de la comptabilité gouvernementale, le Contrôleur des finances assure un lien fonctionnel de première ligne et la formation sur l'utilisation du système SYGBEC à tous les ministères et organismes qui l'utilisent.

Le Contrôleur des finances a également une participation significative dans la conception de la solution SAGIR. Il définit les orientations comptables à implanter dans la solution et veille à l'intégrité du système de façon continue en s'assurant que les préoccupations de fiabilité, d'intégrité et de sécurité sont prises en comptes au fur et à mesure de son développement.

Le Contrôleur des finances a aussi une responsabilité particulière en matière de gestion gouvernementale de la sécurité dans le cadre de la Directive sur la sécurité de l'information numérique et des échanges électroniques. Il conseille les ministères et organismes budgétaires dans l'élaboration et la mise en place des mesures de contrôle lors du développement ou de modifications importantes des systèmes d'information à caractère financier.

#### Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

En vertu du Cadre de gestion des ressources informationnelles en soutien à la modernisation de l'administration publique, le ministère s'est vu confier une mission horizontale qui lui confère un rôle particulier dans la gestion des ressources informationnelles à l'échelle gouvernementale.

L'un de ses mandats est de faciliter les relations entre l'État et les citoyens, notamment en s'assurant de la diffusion intégrée de l'information et en favorisant une prestation horizontale des services aux citoyens par les ministères et organismes.

Le ministère offre ainsi aux citoyens un guichet gouvernemental multiaccès qui inclut le Portail du gouvernement du Québec ([www.gouv.qc.ca](http://www.gouv.qc.ca)), favorisant une prestation intégrée des services afin de simplifier les démarches des citoyens. Le Service québécois de changement d'adresse est un exemple de prestation intégrée.

#### Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs

Depuis 1994, le MRNFP est le mandataire officiel désigné par le gouvernement pour gérer le Plan géomatique du gouvernement du Québec (PGGQ). Le MRNFP prépare un mémoire pour le repositionnement et le renouvellement du PGGQ pour la période 2004-2009 pour décision du Conseil des ministres.

Une information géographique gouvernementale (IGG) cohérente, intégrable, complète et à jour exige des actions et réalisations en partenariat à la fois le privé, le parapublic et l'interministériel.

#### Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche

L'article 2 de la *Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche*, sanctionnée le 18 décembre 2003, énonce ainsi la mission du Ministère :

*Soutenir le développement économique et régional ainsi que la recherche en favorisant la coordination et la concertation des différents acteurs des domaines économiques, scientifiques, sociaux et culturels dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique, de développement scientifique, de développement durable et de*

*prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État.*

Au cours de l'année financière 2004-2005, deux projets majeurs de développement informatique s'inscrivent dans la mission horizontale du ministère du Développement économique et régional et de la Recherche. Il s'agit du Portail gouvernemental de services aux entreprises et de Bonjour Québec.com.

#### Office québécois de la langue française

Le Cadre de gestion des ressources informationnelles confie à l'Office québécois de la langue française une mission horizontale en matière de ressources informationnelles. L'Office veille à la promotion du français comme langue de travail dans l'Administration et comme langue de communication avec les citoyens. Il est responsable de l'élaboration et du suivi d'orientations gouvernementales concernant l'utilisation du français dans les technologies de l'information au sein de l'Administration et dans les communications avec les citoyens.

À ce titre, l'Office est responsable du suivi de la Politique d'utilisation du français dans les technologies de l'information au sein de l'Administration. Il joue également un rôle conseil à cet égard auprès des ministères et organismes sectoriels et des organismes centraux.

De plus, l'Office développe et diffuse la terminologie liée au domaine des technologies de l'information. Il assure également la diffusion de l'information sur la disponibilité des produits informatiques respectant les caractéristiques linguistiques et culturelles du français.

Pour faciliter le suivi de son mandat, l'Office utilise les outils bureautiques disponibles dans l'organisme.

#### Sûreté du Québec

Dans le cadre de la Directive sur la sécurité de l'information numérique et des échanges électroniques dans l'administration gouvernementale, la Sûreté s'est vu confier auprès du Conseil du trésor un rôle conseil et une aide technique en matière d'évaluation des menaces et des risques stratégiques ainsi que dans les enquêtes touchant les délits informatiques.

Ce rôle confié à la Sûreté touche deux aspects différents en matière de sécurité.

Dans un premier temps, on parle d'un rôle conseil et d'une aide technique en matière d'évaluation des menaces et des risques stratégiques. En plus de l'aspect technique, ce rôle est en lien avec le rôle de protection des institutions de l'État et de maintien de la paix sociale qui est déjà dévolu à la Sûreté dans le cadre de sa mission.

Dans un deuxième temps, on parle des enquêtes touchant les délits informatiques. Un délit informatique peut être défini de la façon suivante : « Tout acte illégal au cours duquel le système informatique devient l'objet d'un crime, en est l'instrument et contient des éléments de preuve. »

Le présent lexique vise uniquement à préciser la signification des termes utilisés dans un contexte de planification et de suivi des ressources informationnelles au gouvernement du Québec.

<b>Domaine des ressources informationnelles</b>	
Gouvernement en ligne	Nom désignant l'initiative du gouvernement du Québec visant à mettre en place le gouvernement électronique.  Le gouvernement en ligne comprend : « L'Administration électronique », « la Démocratie électronique » ainsi que « la Société de l'information ».
Ressources informationnelles	Les actifs informationnels ainsi que les ressources humaines, matérielles et financières directement affectées à la gestion, à l'acquisition, au développement, à l'entretien, à l'exploitation, à l'accès, à l'utilisation, à la protection, à la conservation et à l'aliénation de ces actifs.
<b>Activités en ressources informationnelles</b>	
Administration	Activités comprenant l'encadrement et le soutien administratif, l'organisation, la planification et le suivi du domaine des ressources informationnelles, la veille technologique et la mise à jour des orientations technologiques ainsi que la normalisation et le soutien à l'application de la normalisation.
Continuité	La continuité comprend les activités (entretien, exploitation et autres services) qui sont nécessaires au maintien des services existants reliés à des systèmes ou des applications déjà en exploitation, à des fonctions ou à des infrastructures technologiques déjà implantées.
Développement	Activités comprenant le développement de systèmes, la formation du personnel (lorsque identifiable à un projet), l'élaboration et la mise au point de plans et d'architectures d'ensemble ainsi que l'amélioration des infrastructures technologiques (installation de matériel et de logiciel pour une nouvelle fonction ou pour un poste de travail jusque-là sans attribut spécifique).
<b>Catégories de projets</b>	
Services directs aux citoyens et aux entreprises	- Les services directs à la population correspondent, entre autres, à l'ensemble des services que la population reçoit de la part du gouvernement, que ce soit une demande d'information, la délivrance d'un permis, l'acquisition d'un bien ou le droit d'exploitation d'une ressource appartenant à l'État. Cette catégorie se divise en deux, selon le mode d'accès, soit : - En ligne - En mode traditionnel
En ligne	Le service est obtenu sans l'intermédiaire d'un employé de l'État, soit par Internet, soit par un échange électronique de données
En mode traditionnel	Le service est obtenu par l'intermédiaire d'un employé de l'État, qu'il soit délivré au comptoir, par téléphone, par la poste ou autrement

Annexe II  
Lexique

Autres systèmes de support à la mission	Les autres systèmes de support à la mission, sont ceux qui sont utilisés strictement à l'interne, soit par un M/O, soit par un regroupement de M/O, afin de remplir sa mission et sans qu'il y ait de service direct aux citoyens et aux entreprises
Systèmes de support à la gestion interne	Pour la production des PGRI 2004-2005, les processus internes correspondent à l'ensemble des projets qui visent la gestion des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles d'un M/O. SAGIR (Solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources) fait partie de cette catégorie
Infrastructures	L'infrastructure technologique comprend les appareils et dispositifs permettant l'accès à l'information, son transport, son traitement, sa diffusion et sa conservation. Les investissements relatifs aux infrastructures incluent l'acquisition d'ordinateur (mini, micro ou ordinateurs centraux), de réseaux de télécommunications ainsi que des logiciels spécialisés nécessaires au fonctionnement de ces équipements. Les investissements en infrastructure comprennent également les services d'infrastructures incluant les ressources et l'expertise assurant le développement et l'exploitation de ces moyens techniques
Investissements liés à la sécurité et à la protection des renseignements personnels (PRP)	Cette dernière catégorie est utilisée uniquement lorsqu'il s'agit d'un investissement majeur du domaine de la sécurité et de la PRP. Autrement, les coûts et les efforts doivent être inclus dans une des catégories précédentes
Encadrement	Il s'agit d'une nouvelle catégorie de projet visant la gestion des ressources informationnelles, notamment, la mise en place d'un cadre de gestion des RI, les travaux d'architecture d'entreprise, l'élaboration de normes et standard, ainsi que tout autre projet visant l'amélioration de la capacité organisationnelle.

Bibliothèque nationale  
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances  
Commission d'accès à l'information  
Commission de la protection du territoire agricole du Québec  
Commission de la toponymie  
Commission des lésions professionnelles  
Commission des normes du travail  
Commission des transports du Québec  
Conseil des services essentiels  
Institut de la statistique du Québec  
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec  
La Financière agricole du Québec  
Le Curateur public  
Office de la protection du consommateur  
Office des personnes handicapées du Québec  
Office québécois de la langue française  
Régie de l'assurance maladie du Québec  
Régie des alcools, des courses et des jeux  
Régie des rentes du Québec  
Régie du bâtiment du Québec  
Régie du logement  
Registraire des entreprises du Québec  
Secrétariat du Conseil du trésor  
Société d'habitation du Québec  
Société de l'assurance automobile du Québec  
Société de la Faune et des Parcs du Québec  
Sûreté du Québec  
Tribunal administratif du Québec

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation  
Ministère de l'Éducation  
Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille  
Ministère de l'Environnement  
Ministère de la Culture et des Communications  
Ministère de la Justice  
Ministère de la Santé et des Services sociaux  
Ministère de la Sécurité publique  
Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir  
Ministère des Finances  
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration  
Ministère des Relations internationales  
Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs  
Ministère des Transports  
Ministère du Conseil exécutif  
Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche  
Ministère du Revenu  
Ministère du Travail

## Annexe IV

## Liste des projets de 5 M\$ et plus

Catégorie	Information générale concernant le projet					Coût estimé du projet (k\$)			Résultats attendus		
	Identification et/ou description		Partenariat (oui/non)	Portée du projet	Étape(s) en 2004-2005	Au total	Budget 2004-2005	Financement (FPI ou autre)	Services offerts	Cientèle <sup>6</sup>	Échéance (Ex.: juin-04)
<b>Commission des normes du travail</b>											
	Service direct aux citoyens et aux entreprises										
	En mode traditionnel	Repositionnement des systèmes de mission	non	2	2	16 326	4 717			1,2	mars-05
<b>Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec</b>											
	Infrastructures										
		Performance du ministère et PES - Renouvellement des équipements informatiques	non	2,3	3	5 715	885		Infrastructures communes et adaptées à l'administration électronique	Tous	Plan triennal récurrent
<b>Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche</b>											
	Service direct aux citoyens et aux entreprises										
	En ligne	Portail gouvernemental de services aux entreprises	oui	1	2,3	11 100	9 700	7 900	Information aux entreprises sur les services gouvernementaux	1,2,3,4,5,6	avril-05
		Développement et exploitation du Centre d'affaires électronique Bonjour Québec .com Budget 2004-2005 : "3 750 dont 1,0 M\$ en dev.	oui	2	3	43 000	1 000		Information et promotion touristique, commande de documents touristiques, réservation de nuitées d'hébergement de forfaits, gestion des inventaires des prestations de réservation, magazine touristique électronique, hébergement des solutions de BQC	1,2,6	déc.-08
<b>Ministère de l'Éducation</b>											
	Service direct aux citoyens et aux entreprises										
	En ligne	CONTACT	oui	2	2, 3	43 600	13 721		Services transactionnels en ligne pour les demandes d'aide, les changements de situation, la consultation du dossier, etc.	1	avril-04 déc.-04 avril-05

## Annexe IV

## Liste des projets de 5 M\$ et plus

Catégorie	Information générale concernant le projet				Coût estimé du projet (k\$)			Résultats attendus			
	Identification et/ou description		Partenariat (oui/non)	Portée du projet	Étape(s) en 2004-2005	Au total	Budget 2004-2005	Financement (FPI ou autre)	Services offerts	Clientèle <sup>6</sup>	Échéance (Ex.: juin-04)
<b>Ministère de l'Éducation (suite)</b>											
	Autres systèmes de support à la mission										
		Charlemagne	oui	2	2	33 000	6 913		Système en soutien à la « Réforme de l'éducation » entreprise à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et secondaire		automne 2008
		EDM		2	2, 3	5 513	1 334				automne 2005
		Socrate		2	2	11 415	1 121				déc.-07
<b>Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille</b>											
	Systèmes de support à la gestion interne										
		Projet Sagir (bloc A)	non	3	1, 2	5 115	4 230		Ce projet vise l'intégration des systèmes financiers ministériels avec le nouveau système financier gouvernemental SAGIR	6	sept.-05
	Infrastructures										
		Mise à niveau des logiciels NTIC et remplacement des serveurs locaux et autres acquisitions de matériel et logiciels				23 026	5 355			6	2005-2006
<b>Ministère de la Justice</b>											
	Infrastructures										
		Convergence voix-données-images (Téléphonie IP)	non		3	5 659	669		Remplacement des infrastructures de téléphonie et positionnement technologique pour supporter: des services de réception automatisée; de la messagerie vocale; de l'enregistrement numérique; etc.	5,6	mars-07

## Annexe IV

## Liste des projets de 5 M\$ et plus

Catégorie	Information générale concernant le projet				Coût estimé du projet (k\$)			Résultats attendus		
	Identification et/ou description	Partenariat (oui/non)	Portée du projet	Étape(s) en 2004-2005	Au total	Budget 2004-2005	Financement (FPI ou autre)	Services offerts	Clientèle <sup>6</sup>	Échéance (Ex.: juin-04)
<b>Ministère de la Justice (RDPRM)</b>										
Infrastructures										
	Projet de microtisation de l'application du registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM) (CT # 199595 4 mars 2003)	non		2,3	8 000	2 844		Réécriture de l'application du RDPRM actuellement hébergée sur une plate-forme centrale afin de l'héberger sur une plate-forme départementale	1,2,5,6	juin-04 (2) nov.-04 (3)
<b>Ministère de la Justice (SIJ)</b>										
Infrastructures										
	Système d'enregistrement numérique (SEN)	oui		3	10 682	6 829		Acquisition et implantation d'un système d'enregistrement numérique approprié au système SIJ pour remplacer l'équipement d'enregistrement analogique devenu désuet dans 400 salles d'audience de la province.	1,6	mars-05
	Administration et coordination des projets	oui	1	2	5 215	1 380		Le projet vise à maintenir en place une équipe dont le mandat est d'assurer un suivi des échéanciers, des biens livrables et des coûts en ce qui concerne les projets déjà en cours, d'assurer un lien entre le comité directeur et l'équipe SIJ et de faire en sorte que toutes les opérations financières nécessaires à la bonne marche des projets seront effectuées et comptabilisées comme il se doit.	6	mars-05

## Annexe IV

## Liste des projets de 5 M\$ et plus

Catégorie	Information générale concernant le projet				Coût estimé du projet (k\$)			Résultats attendus			
	Identification et/ou description		Partenariat (oui/non)	Portée du projet	Étape(s) en 2004-2005	Au total	Budget 2004-2005	Financement (FPI ou autre)	Services offerts	Clientèle <sup>6</sup>	Échéance (Ex.: juin-04)
<b>Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration</b>											
	Service direct aux citoyens et aux entreprises										
	En ligne	Service québécois de changement d'adresse phase 1 (SQCA)	oui	1	2,3	7 100	128	oui	Permettre aux citoyens de signifier en une seule démarche leur changement d'adresse par Internet ou aux comptoirs de Communication-Québec à plusieurs ministères et organismes	1	Phase 1 : mai-04
<b>Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs</b>											
	Service direct aux citoyens et aux entreprises										
	En ligne	<b>Fôret Québec</b>									
		PRAIF Plans et rapports d'intervention forestière - pour gérer un nouveau type de rapport annuel des interventions forestières exigé aux bénéficiaires de CAAF; - révision du Système d'émission des permis d'intervention (SÉPI).	non	2	2	13 576	5 997		Cadre d'échange numérique des données associées aux plans et rapports d'intervention; Gestion intégrée des informations et des données numériques des Plans; Permis et rapports annuels d'intervention; Diffusion des données.	2,5	mars-07
		<b>Territoire</b>									
		EPEL Environnement de production et d'exploitation en ligne de la Référence géographique du Québec (RGQ) - Révision des processus et des systèmes de production de la RGQ dans une perspective de partenariats publics, parapublics et privés.	non	2	2	6 600	2 000		Environnement d'entreposage sécurisé; Soutien aux services en ligne.	1,2,5,6	mars-06

## Annexe IV

## Liste des projets de 5 M\$ et plus

Catégorie	Information générale concernant le projet				Coût estimé du projet (k\$)			Résultats attendus			
	Identification et/ou description	Partenariat (oui/non)	Portée du projet	Étape(s) en 2004-2005	Au total	Budget 2004-2005	Financement (FPI ou autre)	Services offerts	Clientèle <sup>6</sup>	Échéance (Ex.: juin-04)	
<b>Ministère du Revenu</b>											
	Service direct aux citoyens et aux entreprises										
	En ligne	Déploiement des échanges électroniques	oui	2,3	2,3	24 311	179	179	Services électroniques en ligne par Internet	1,2,3,5	mai-04
		Phase 2 des échanges électroniques	oui	1,2,3	1,2,3	20 138	6 936	6 936	Services électroniques en ligne par Internet	1,2,3,5,6,7	mai-06
	Autres systèmes de support à la mission										
	Refontes	Refonte des systèmes de l'impôt des particuliers	non	2	2	47 710	14 627	14 627	Traitement de l'impôt des particuliers (cotisation et comptabilité)	1	juin-07
		Refonte des systèmes de l'impôt des sociétés	non	2	2	24 458	8 734	8 734	Inscription, cotisation, comptabilité et perception en impôt des sociétés.	2	mars-06
		Refonte des systèmes de l'ADRC - Volet numérisation d'entreprise	oui	1	3	8 047	4 465	4 465	Gestion de l'enregistrement des entreprises	3	mars-05
		Refontes TPS Phase 2 systèmes de comptabilité	oui	1	1	9 706	2 442	2 442	Gestion de l'administration de la TPS	3	
	Volet administratif	Coordination des refontes de systèmes	non	3	s/o	9 525	1 627	1 627	Gestion des projets de refontes des systèmes	5	mars-08
		Réserve discours sur le budget	s/o		s/o	5 663	1 126	1 126	s/o		
	Lutte à l'évasion fiscale	Centrales de données	non	3	2	11 412	4 235	4 235	Informationnel MRQ	1,2,3,4	mars-05
	Investissements liés à la sécurité et à la PRP										
		Plan triennal de la sécurité informatique	oui	3	2	13 649	9 376	9 376	Infrastructure de gestion	6	mars-05
<b>Ministère des Transports</b>											
	Service direct aux citoyens et aux entreprises										
	En ligne	Prestation électronique de services (439-440-415)	non	2	1,2,3	25 438	1 503		Services directs à la clientèle, Infrastructures communes	1,2,6	mars-07

## Annexe IV

## Liste des projets de 5 M\$ et plus

Catégorie	Information générale concernant le projet				Coût estimé du projet (k\$)			Résultats attendus		
	Identification et/ou description	Partenariat (oui/non)	Portée du projet	Étape(s) en 2004-2005	Au total	Budget 2004-2005	Financement (FPI ou autre)	Services offerts	Clientèle <sup>6</sup>	Échéance (Ex.: juin-04)
<b>Ministère des Transports (suite)</b>										
	Autres systèmes de support à la mission									
	SAI Exploitation : Système intégré en exploitation (144)	non	3	2,3	7 719	1 575		Infrastructures communes	5	déc.-04
	SAI Géomatique : Dév. de la base géographique routière (148)	non	3	2,3	5 496	284		Infrastructures communes	5,7	mars-05
	SAI: Gestion financière (186, 188)	non	3	2	12 400	255		Infrastructures communes	5	mars-05
	Gestion électronique des documents - GED (2251)	non	3	2,3	8 538	2 242		Infrastructures communes	2,5,6,7	mars-07
	Banque d'informations corporatives - BIC (243)	non	3	2	9 242	1 839		Infrastructures communes	5	mars-07
	Évolution des actifs informationnels	non	3	1,2,3	5 800	1 661		Infrastructures communes	5	mars-07
	Systèmes de support à la gestion interne									
	Implantation et déploiement de la solution RPSA (GIRES) (301-306)	non	3	2	67 000	7 253		Infrastructures communes	5	mars-06
	Support à la gestion des RI (Note 3, 160, 161, 162, 201, 422, 4387, 4421, 4541A)	non	3	1,2,3	13 488	2 218		Infrastructures communes	5	mars-06
	Processus et outils de gestion des TIC (400)	non	3	2,3	5 517	629		Infrastructures communes	5	mars-06
	Infrastructures									
	Sécurité et Relève (4171A, 409, 418)	non	3	1,2,3	10 412	2 900		Infrastructures communes	5	mars-07
	Migrations technologiques ( 403, 404, 407)	non	3	2,3	7 479	1 105		Infrastructures communes	5	mars-07
	Optimisations des infrastructures (413, 317, 4571A, 4581A)	non	3	2,3	5 545	500		Infrastructures communes	5	mars-07
	Encadrement									
	Encadrement des RI (Note 4, 159, 411, 421, 434, 435, 436)	non	3	1,2,3	6 975	2 595		Infrastructures communes	5	mars-07

## Annexe IV

## Liste des projets de 5 M\$ et plus

Catégorie	Information générale concernant le projet					Coût estimé du projet (k\$)			Résultats attendus		
	Identification et/ou description		Partenariat (oui/non)	Portée du projet	Étape(s) en 2004-2005	Au total	Budget 2004-2005	Financement (FPI ou autre)	Services offerts	Clientèle <sup>6</sup>	Échéance (Ex.: juin-04)
<b>Régie de l'assurance maladie du Québec (Projets en cours et nouveaux seulement)</b>											
	Service direct aux citoyens et aux entreprises										
	En ligne	Refonte du système aides techniques	non	2	1, 2	5 373	1 118		À définir au cours de l'étude	1,2	2005 - ??
	En mode traditionnel	Révision du régime d'assurance médicaments et amélioration des processus administratifs - Consultation des données d'assurance - Gestion de la révision des contributions (GRC)	non	2	2, 3	6 682	898			1,2	
<b>Régie du bâtiment du Québec</b>											
	Service direct aux citoyens et aux entreprises										
	En ligne	Modernisation des processus et des systèmes (VISION 2005)	non	1	2	22 600	6 500		Utilisation optimale des possibilités des technologies de l'information, l'accessibilité et la simplification des services aux citoyens.	Tous	mars-06
<b>Régie des rentes du Québec</b>											
	Service direct aux citoyens et aux entreprises										
	En ligne	Renouvellement de la prestation de services	oui	1-2	2,3	35 000	5 470		Mettre tous les services offerts par la Régie sur Internet	1,3,5	2006-2007
	Systèmes de support à la gestion interne										
		RÉGIR	non	2	2,3	8 500	1 826		Modernisation des outils de gestion pour l'ensemble de la Régie	3,5	2005-2006
	Infrastructures										
		Enjeux et perspectives	non	2	2	30 000	1 925		Assurer la pérennité des systèmes de la Régie	3,5	2007-2008

## Annexe IV

## Liste des projets de 5 M\$ et plus

Catégorie	Information générale concernant le projet				Coût estimé du projet (k\$)			Résultats attendus			
	Identification et/ou description	Partenariat (oui/non)	Portée du projet	Étape(s) en 2004-2005	Au total	Budget 2004-2005	Financement (FPI ou autre)	Services offerts	Clientèle <sup>6</sup>	Échéance (Ex.: juin-04)	
<b>Société de l'assurance automobile du Québec</b>											
	Service direct aux citoyens et aux entreprises										
	En ligne	Inforoute SAAQ -Grand public et clientèle affaires -Déploiement concessionnaire -Sécurité concessionnaires/ mandataires -Déploiement mandataire en vérification mécanique	oui	2	2,3	10 948	4 976		-Services en ligne SAAQ (voir projet PES transmis le 12 mars pour les détails) -Services d'immatriculation chez les concessionnaires	1,2,4	déc-04 pour l'ensemble des services sauf commerçan ts en déc- 05.
	En mode traditionnel	Optimisation des centres d'appels		2	2,3	5 108	1 407		Convergence téléphonie- informatique Réponse vocale interactive	1,2	sept-04
		Réfection technologique du réseau des points de services		2	2,3	47 954	15 011		Maintien des services déjà disponibles dans les points de service de la SAAQ: Accès au réseau routier (immatriculation), accès à la conduite (permis de conduire)	1,2	déc-06
		Récupération des amendes	oui	1	1,2,3	6 153	5 967		Suspension du permis et de l'immatriculation en fonction du non paiement des amendes.	1,6,7	déc-04

## Annexe IV

## Liste des projets de 5 M\$ et plus

Catégorie	Information générale concernant le projet					Coût estimé du projet (k\$)			Résultats attendus		
	Identification et/ou description	Partenariat (oui/non)	Portée du projet	Étape(s) en 2004-2005	Au total	Budget 2004-2005	Financement (FPI ou autre)	Services offerts	Cientèle <sup>o</sup>	Échéance (Ex.: juin-04)	
<b>Secrétariat du Conseil du trésor (SSIGRI)</b>											
	Service direct aux citoyens et aux entreprises										
	En ligne	Portail gouvernemental de services renouvelé - (Génération 1)	non	1	1	7 424	280	Budget de fonctionnement		1,2,5,6,7	juin-04
	Systèmes de support à la gestion interne										
		Solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources - Bloc A	oui	3	2	75 000	31 220	Marge de crédit du Fonds de financement du MFQ	Implanter dans les M/O budgétaires un système de gestion des ressources humaines, financières et matérielles.	6	Bloc A - août-06
	Infrastructures										
		Développement et évolution de l'infrastructure technologique commune du gouvernement - Mise en place de l'infrastructure pour la PES - Plate-forme centrale	non	1	2	10 700	3 620	Revenus reportés et revenus d'opération	Offrir un éventail de services dans le domaine des affaires électroniques et assurer à moindre coût et pour toutes les applications le niveau de sécurité exigé pour tous les sites gouvernementaux	6	mars 2006
		Infrastructures et réseaux de télécommunication modernisés en soutien à l'administration électronique : Réseau national intégré de radiocommunication (RENIR)	non	3	3	151 430	40 840	Emprunt - ministère des Finances	Permettre au gouvernement dans son ensemble et éventuellement aux municipalités de disposer d'un système de radiocommunication de technologie de pointe pour les opérations courantes et celles de sécurité publique.	6,7	déc.-06
		Infrastructures et réseaux de télécommunication modernisés en soutien à l'administration électronique : Service de radiotransmission de données gouvernementales	non	3	2	7 430	500	Tarification	Permettre aux employés sur le terrain d'avoir accès aux différentes applications et services à valeur ajoutée par le biais des différents réseaux de transport sans fil	6,7	mars-05

## Annexe IV

## Liste des projets de 5 M\$ et plus

Catégorie	Information générale concernant le projet				Coût estimé du projet (k\$)			Résultats attendus		
	Identification et/ou description	Partenariat (oui/non)	Portée du projet	Étape(s) en 2004-2005	Au total	Budget 2004-2005	Financement (FPI ou autre)	Services offerts	Cliantèle <sup>6</sup>	Échéance (Ex.: juin-04)

**Sûreté du Québec**

	Systemes de support à la gestion interne									
	Solution d'affaires pour la gestion intégrée des ressources (SAGIR)	oui	3	1	8 439	2 669		Support opérationnel et à la gestion des ressources	4,5	mars-06

Totaux 1 050 611 270 683

Nombre. de projets 57  
Coût moyen 18 432 k\$